



**PRÉFET
DE LA
MARTINIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'environnement
de l'aménagement
et du logement**

Schoelcher, le **13 JUIN 2022**

N°382 / RAR 2C 132 090 77 26 1

Le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement

à

Monsieur le Président de la CACEM

Objet : Phase d'examen – Rejet de la demande d'autorisation environnementale au titre de l'article R181-34 du code de l'environnement :

Régularisation de l'exploitation du système de collecte et de traitement des eaux usées (STEU) de la station de Dillon et de l'unité de traitement des matières de vidange (UTMV) situés à Fort-de-France

Maître d'ouvrage : Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM)

Exploitant : ODYSSI, régie communautaire de l'eau et de l'assainissement de la CACEM

Type d'Autorisation Environnementale : IOTA¹

Procédure(s) embarquée(s) par l'Autorisation Environnementale : aucune

PJ Arrêté préfectoral de rejet
Avis technique et Avis conforme du parc naturel marin de Martinique

Monsieur le Président,

La station de Dillon, de type boues activées, associée à un réseau de collecte amont de type séparatif, est située au quartier Dillon, ZIP Pointe Des Grives, sur la commune de Fort-de-France, au droit des parcelles cadastrées W657 et W360 de surface cumulée de 27 622 m². L'écoulement des eaux usées via un réseau de canalisations est réalisé gravitairement ou via des postes de refoulement en fonction de la topographie.

L'unité de traitement des matières de vidange prend en charge les matières issues des systèmes d'assainissement non collectif, notamment les graisses (dont une partie est issue de la station de traitement de Dillon) et celles issues du balayage de voirie du site de l'installation de stockage des déchets non dangereux de la Trompeuse à Fort-de-France. Les effluents issus de ce traitement sont évacués dans le système de traitement de Dillon.

L'autorisation sollicitée est une autorisation environnementale IOTA relative à la réglementation loi sur l'eau. Par décision de l'autorité environnementale du 5 mai 2021, le projet, après examen au cas par cas, n'est pas soumis à étude d'impact.

M. le Président de la CACEM
Immeuble Cascade III, Place François Mitterrand
BP 407
97204 FORT-DE-FRANCE

¹ Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements soumis à la réglementation relative à la loi sur l'eau
DEAL Martinique
Service Paysage, Eaux et Biodiversité
Pôle Police de l'Eau
BP 7212 Pointe de Jaham
97274 Schoelcher CEDEX
Tel fixe : 05 96 59 59 59 00

Les installations existantes définies à l'article R214-1 relèvent des rubriques listées ci-dessous :

Rubrique	Procédure	Libellé de la rubrique	Nature
2.1.1.0	A	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R2224-6 du code général des collectivités territoriales : 1° Supérieure à 600 kg de DBO ₅ (Autorisation) ; 2° Supérieure à 12 kg de DBO ₅ , mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO ₅ (Déclaration).	La capacité nominale de la station étant de 85 000 EH soit 5 100 kg / j de DBO ₅ .
3.2.2.0	D	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² (Autorisation) ; 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² (Déclaration).	Installation existante

Votre collectivité a déposé le 3 août 2021 un dossier de demande d'autorisation environnementale relative à la régularisation administrative du système de traitement des eaux usées de Dillon et de l'unité de traitement des matières de vidange, qui a fait l'objet d'un accusé de réception le 17 septembre 2021, tel que prévu à l'article R181-16 du code de l'environnement. Une prorogation du délai d'instruction a été accordée par arrêté n° R02-2021-10-21-00007 du 21 octobre 2021 à la demande du parc naturel marin de Martinique dont la consultation du conseil de gestion vaut avis conforme.

Lors de la phase d'examen, les services et organismes suivants ont été consultés au regard des articles D181-17-1, R181-18 et suivants du code de l'environnement :

- l'ARS ;
- les services de la DEAL (SPEB, SREC) ;
- Contrat de Baie de la CACEM ;
- l'ODE ;
- et le parc naturel marin de Martinique.

Seuls l'ODE et le parc naturel marin de Martinique ont transmis un avis, respectivement par courriels des 4 novembre et 23 décembre 2021. En l'absence de réponse, les autres avis sont considérés comme favorables.

L'avis défavorable du conseil de gestion du parc naturel marin de Martinique est un avis conforme au sens des articles L334-5 et R181-27 du code de l'environnement. Il est motivé par les éléments ci-dessous, dont certains sont développés dans son avis technique joint au présent courrier et d'autres relèvent du service instructeur :

- l'absence d'acte de propriété pour les parcelles 360 et 657 section W et l'absence de tout document attestant de la régularisation de ces parcelles dans le cadre d'un éventuel transfert de patrimoine entre la ville de Fort-de-France, votre collectivité et ODYSSEI ;
- l'absence de réflexion et de mise en œuvre d'un bilan d'autosurveillance sur une station de 85 000 EH et non à partir de la capacité de chaque file puisqu'il s'agit d'une seule station ;
- la méconnaissance du réseau de collecte, dont la résultante est l'absence de diagnostic de ce réseau et l'absence d'échéancier de réalisation de ce diagnostic ;
- l'état très vétuste du réseau de collecte, au regard des débits entrants, notamment en temps de pluie, influant sur le type de réseau (non séparatif au regard des intrusions d'eaux parasites) ;

- l'absence d'éléments indiquant les mesures prises pour éviter l'infiltration des eaux claires parasites à court, moyen et long terme ;
- l'analyse partielle des charges organiques entrantes dans la station, avec des postes de refoulement non raccordés (Etang Z'abricot 2) ou dont la canalisation de collecte n'est pas caractérisée (Pointe des Grives) ;
- l'état initial de l'environnement incomplet, avec la non prise en compte de certains écosystèmes marins ;
- l'absence de prise en compte des enjeux et niveaux d'exigence fixés dans le plan de gestion du parc naturel marin de Martinique.

Pour l'ODE, les éléments à prendre en considération afin de compléter le dossier sont :

- le risque avéré de non atteinte du bon état écologique pour 2027 pour la masse d'eau côtière Nord Baie de Fort-de-France, impactée par les rejets du système de traitement ;
- la réalisation d'un protocole de suivi milieu détaillé incluant un échéancier d'exécution ;
- la prise en compte des seuils de rejet du SDAGE 2022-2027 et ceux de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015² dans la perspective de la définition des futures zones sensibles à l'eutrophisation.

Par ailleurs, la méconnaissance des établissements industriels raccordés sur le réseau ainsi que l'absence de convention de rejet avec ces établissements auraient dû inciter fortement votre collectivité à mener la campagne de Recherche de Substances Dangereuses dans les Eaux (RSDE) prescrite par arrêté préfectoral n° R02-2018-07-18-022 du 18 juillet 2018.

De plus, aucun justificatif (devis signé, CCTP, etc.) n'est venu étayer la réalisation d'une analyse des risques de défaillances, qui est nécessaire pour une meilleure exploitation et gestion du système de traitement des eaux usées de Dillon.

La mesure d'évitement relative à la mise en place d'une zone de rejet végétalisée est juste évoquée, sans réelle réflexion, alors qu'il est démontré dans le dossier que le système de traitement fait l'objet de surcharges hydrauliques.

Le parc naturel marin de Martinique, par délibération de son conseil de gestion lors de sa séance du 13 décembre 2021, a fait connaître son avis conforme défavorable sur la demande d'autorisation environnementale déposée par la votre collectivité.

Dès lors, conformément aux dispositions de l'article R181-34 du code de l'environnement, le préfet est tenu de rejeter la demande d'autorisation environnementale. L'arrêté préfectoral de rejet, motivé en ce sens, l'avis technique ainsi l'avis conforme du parc naturel marin de Martinique sont joints au présent courrier.

L'ensemble des éléments précédemment évoqués, non exhaustifs, devront trouver des réponses dans la nouvelle demande d'autorisation environnementale à déposer par votre collectivité dans un délai d'un an à réception de ce courrier. Dans l'attente, un engagement de votre collectivité, accompagné d'un devis signé d'un bureau d'études pour l'élaboration de ce nouveau dossier loi sur l'eau, devra être transmis sous 3 mois à la police de l'eau.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le chef du service
Paysage Eau Biodiversité

Philippe QUEMART

² Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

Philippe GURMART
Président du Service
Fédération des Sociétés



PRÉFET DE LA MARTINIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté n° R02 - 2022 - 06 - 13 - 00012

portant refus de la demande d'autorisation environnementale présentée par la CACEM, maître d'ouvrage, relative à la régularisation administrative du système de traitement des eaux usées de Dillon et de l'unité de traitement des matières de vidange sur la commune de Fort-de-France

LE PREFET

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L181-9 et R181-34 ;

Vu le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) de la Martinique 2016-2021 ;

Vu le décret du 5 février 2020 portant nomination du préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique, M. Stanilas CAZELLES ;

Vu le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de Mme Laurence GOLA de MONCHY secrétaire générale de la préfecture de la Martinique, sous préfète de Fort-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021 portant délégation de signature à M. Jean-Michel MAURIN, directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Martinique ;

Vu l'arrêté n°R02-2021-11-18-00001 du 18 novembre 2021 portant subdélégation de signature de M. Jean-Michel MAURIN aux agents de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Martinique en matière d'administration générale ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu la demande d'autorisation environnementale déposée par la CACEM au titre de l'article L181-12 et suivants du code de l'environnement, enregistrée le 17 septembre 2021 sous le n° 0100000708 et relative à la régularisation administrative du système de collecte et de traitement des eaux usées de la station de Dillon et de l'unité de traitement des matières de vidange sur la commune de Fort-de-France ;

Vu l'accusé-réception du dossier d'autorisation environnementale notifié le 17 septembre 2021, engageant la phase d'examen du dossier pour une durée de 4 mois à compter de cette date ;

Vu la demande du Parc Naturel Marin de Martinique sollicitant, par courriel du 12 octobre 2021, une prorogation du délai d'instruction de 2 mois ;

Vu l'arrêté préfectoral n°R02-2021-10-21-00007 du 21 octobre 2021 prolongeant le délai d'instruction de la demande d'autorisation environnementale ;

Vu les avis exprimés par l'ODE, l'OFB et le parc naturel marin de Martinique ;

Vu le projet d'arrêté porté le 21 mars 2022 à la connaissance du pétitionnaire ;

Vu les observations présentées par le pétitionnaire sur ce projet en date du 8 avril 2022 ;

Considérant les surcharges hydrauliques subies par la station de traitement notamment lors d'évènements pluvieux et les rejets d'effluents non traités directement dans le milieu naturel ;

Considérant la méconnaissance du réseau de collecte et les charges organiques très fluctuantes traduisant des rejets d'eaux non traitées ;

Considérant que la station d'épuration de Dillon et notamment son rejet à l'embouchure de la rivière Monsieur, sont situés dans une zone de surveillance, de régulation des pressions et de restauration des écosystèmes du plan de gestion du parc naturel marin de Martinique ;

Considérant l'avis défavorable du conseil de gestion du parc naturel marin de Martinique, reçu par courriel du 23 décembre 2021, suite à la séance plénière du 13 décembre 2021 ;

Considérant que l'avis du parc naturel marin est un avis conforme au regard des dispositions des articles L334-5 et R181-27 du code de l'environnement ;

Considérant que, conformément à l'article R181-34 du code de l'environnement, le préfet est tenu de rejeter une demande lorsque l'avis d'une des autorités ou de l'un des organismes consultés auquel il lui est fait obligation de se conformer est défavorable ;

Sur proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la MARTINIQUE ;

ARRETE

Article 1 : Rejet de la demande d'autorisation environnementale

La demande d'autorisation environnementale déposée par la CACEM, dont le siège social est situé à Immeuble Cascade III, Place François Mitterrand, BP 407, 97204 à Fort-de-France, portant régularisation administrative du système de traitement des eaux usées de Dillon et de l'unité de traitement des matières de vidange sur la commune de Fort-de-France, est rejetée.

Article 2 : Nouvelle demande d'autorisation environnementale

Afin de régulariser la situation administrative du système de traitement des eaux usées de Dillon et de l'unité de traitement des matières de vidange, un nouveau dossier d'autorisation environnementale doit être déposé par la CACEM sous un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

Dans l'attente, un engagement de la CACEM, accompagné d'un devis signé d'un bureau d'études pour l'élaboration de ce nouveau dossier loi sur l'eau, doit être transmis sous 3 mois à la police de l'eau à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Publicité et notification

Le présent arrêté est notifié à la CACEM, maître d'ouvrage, exploitant par l'intermédiaire de sa régie communautaire de l'eau et de l'assainissement ODYSSI le système de traitement des eaux usées de Dillon et l'unité de traitement des matières de vidange sur la commune de Fort-de-France.

En vue de l'information des tiers :

1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Fort-de-France et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie Fort-de-France pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Martinique. ;

3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Martinique pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 4 : Voie de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Fort-de-France, conformément à l'article R181-50 du code de l'environnement :

- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais précédemment mentionnés.

Article 5 : Exécution du présent arrêté

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Martinique, le chef du Service Départemental de l'Office Français de la Biodiversité (OFB), le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté. qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 6 : Ampliation

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au directeur de l'Agence Régionale de Santé ;
- au président du Conseil d'Administration d'ODYSSI (exploitant l'Unité de Traitement des Matières de Vidange de la Trompeuse à Fort-de-France) ;
- au président de la communauté d'agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) ;
- à la directrice du parc naturel marin de Martinique.

Fort de France, le 13 juin 2022

Le chef du service
Paysage Eau Biodiversité

Philippe QUEMART

Philippe QUEMARI
Paysage Eau & Vent
Le chef d'œuvre